

LA TERMINOLOGIE DES POLITIQUES LINGUISTIQUES:

UNE APPROCHE INTERCULTURELLE

Angela SOLTAN

Université d'Etat de Moldova

Durant les deux dernières décennies la République de Moldova a élaboré des politiques linguistiques, ainsi que d'autres politiques, en déclarant son adhésion aux standards des traités internationaux et aux valeurs de la démocratie. Néanmoins, l'utilisation des notions et terminologies «fabriquées» localement, ou inspirées des documents internationaux ne s'est pas traduit en actions effectives pour confirmer les aspirations de l'Etat moldave pour la démocratie et, plus récemment pour le rapprochement de l'UE.

Mots-clés: Jugements sur les langues, culture des communautés, logiciel de l'esprit (software of the mind), politiques linguistiques, fonctionnement d'une langue, détournement des sens et valeurs des termes, gouvernement pro européen, contexte postsoviétique.

THE TERMINOLOGY OF LANGUAGE POLICY: AN INTERCULTURAL APPROACH

During the last two decades Moldova has developed language policies in the same way that other policies, declaring its adherence to the standards of international treaties and values of democracy. Nevertheless, the use of notions and terminologies "made" locally, or inspired by international documents has not really been transposed into effective actions to confer, the aspirations of the Moldovan State for democracy, and most recently for rapprochement with the European Union.

Keywords: Community culture, software of the mind, language policy, language "functioning", diversion of meaning and values of the terms, pro-European government, post-soviet context.

Everybody looks at the world from behind the windows of a cultural home and everybody prefers to act as if people from other countries have something special about them (...), but home is normal. Unfortunately, there is no normal position in cultural matters. (Hofstede «Cultures And Organizations - Software of the Mind»)

Introduction

Toutes les sociétés tolèrent et cultivent des jugements de valeurs concernant l'utilisation des langues. Ces jugements sont intégrés dans la culture des communautés et font parti souvent du mandat institutionnel des écoles, des établissements publics et des communautés professionnelles. Ils sont également incorporés dans la nature humaine en telle mesure, qu'ils deviennent parties intégrantes des compétences de communication, de l'éducation et de la culture en général et sont difficiles à discerner. L'oeil attentif des chercheurs [1] les a retrouvés dans des documents comme l'Ancien Testament et les textes de Cicero. Dans le Siracide, appelé aussi l'Ecclésiastique, qui est l'un des livres sapientiaux de l'Ancien Testament, il est mentionné: «Quand on secoue le tamis, il reste les déchets; de même, les petits côtés d'un homme apparaissent dans ses propos.

Le four éprouve les vases du potier; on juge l'homme en le faisant parler. C'est le fruit qui manifeste la qualité de l'arbre; ainsi la parole fait connaître les sentiments». (L'Ecclésiastique 27: 4-5)*. Sur la même note, en 55 av. J.-C. Cicero encourageait ses lecteurs à «éviter non seulement les aspérités de la prononciation rustique, mais aussi l'étrangeté de la prononciation régionale». (De Oratore, III, 12).

A l'époque où le terme de «politiques linguistiques» n'existaient pas, le phénomène existait néanmoins, même si les actions sur les langues pouvaient passer inaperçues, intégrées dans des transformations politiques et sociales plus amples. Cooper [2] évoque l'exemple de la France à l'époque du Cardinal Richelieu et, notamment, la création de l'Académie Française, considérée un produit apparu à la confluence des facteurs historiques et culturels spécifiques. Premièrement, un produit du classicisme français, promu par des élites qui étaient parmi les plus éduquées en Europe. Deuxièmement, la création de l'Académie répondait aux aspirations pour la paix, l'ordre, le contrôle et la discipline dans le contexte de la centralisation de l'Etat.

* <http://www.aelf.org/bible-liturgie/Si/Livre+de+Ben+Sirac+le+Sage/chapitre/27> [Accesat 27.12.2011]

Après l'anarchie qui avait dominé le XVIème siècle, le modèle classiciste semblait très attractif. Un troisième facteur important impliquait le rôle attribué à la langue française, censée de remplacer le latin en sciences et éducation. Des interventions sur le vocabulaire ont été entreprises dans ce sens pour que la langue française soit en mesure de faire face à ce rôle. Et, enfin, le quatrième facteur était le mouvement de «purification» de la langue française qui avait apporté une sorte de centralisation à la vie aristocrate et littéraire à Paris. La centralisation avait contribué à la matérialisation des projets de Richelieu, préoccupé par la discipline, l'ordre et le contrôle. Les actions sur la langue étaient incorporées dans un processus complexe de changement social, non-linguistique, généré par la culture de l'époque.

Actuellement, des pays en transition, comme la République de Moldova, qui sont parties aux traités internationaux déclarent leur adhésion aux valeurs de la démocratie et plus récemment l'intention de rapprochement de l'Union Européenne. Pour reconformer ces intentions, les pays élaborent des politiques et fabriquent des nouvelles terminologies ou empruntent des terminologies utilisées dans les documents internationaux. Malgré l'utilisation des concepts et principes empruntés aux documents européens ou internationaux, la mise en application des politiques attestent des différences considérables par rapport au modèle suivi. Les politiques linguistiques appliquées à l'éducation linguistique, par exemple, ou à l'intégration des minorités par l'apprentissage de la langue officielle ne sont pas en mesure d'atteindre les buts prévus [3, 4]. Cet article traite des détournements des sens et valeurs des termes empruntés à l'idéologie soviétique ou à une longue tradition démocratique et transposés dans les documents qui constituent les politiques linguistiques et autres politiques dans une démocratie post-soviétique en transition qui est la République de Moldova. Il nous intéresse particulièrement de comprendre les causes de l'ineffectivité de la mise en place des politiques linguistiques élaborées durant les deux dernières décennies.

Méthodologie et argumentation de la recherche

Une recherche et analyse interdisciplinaire des publications récentes ont été effectuées afin de comprendre mieux et apporter plus de clarté quant à l'échec que la République de Moldova subit dans le processus d'application de certains aspects des politiques linguistiques et d'autres politiques dont le but déclaré est le rapprochement des standards démocratiques, en général, et de l'Union Européenne en particulier. Même si nous nous référons prioritairement aux politiques linguistiques, la linguistique n'est pas en mesure d'argumenter ces réalités, où les faits de société et les faits de langue cohabitent dans le temps et ont des motivations sociales. Labov manifestait, également, son scepticisme par rapport au terme "sociolinguistique" en 1972, quand le terme s'est affirmé à la jonction des études concernant le comportement linguistique des gens en rapport avec leur activité et interaction sociale. Labov considérait que ce terme implique qu'il peut exister théorie ou pratique linguistique de succès sans une connexion directe avec le côté social. Or, cette pratique répondait plutôt aux théories linguistiques orthodoxes de Saussure et Chomsky où l'hétérogénéité linguistique était proscrite et ne pouvait pas prendre en considération les corrélats de celle-ci. En même temps, Weinrich, Labov et Herzog ont transformé les corrélats de l'hétérogénéité en éléments libérateurs qui permettent d'étendre considérablement l'espace de la recherche [1, p.3]. Cet espace englobe toutes les pratiques sociales, voir culturelles des personnes qui parlent une langue et, par conséquent, leurs représentations et jugements.

En conséquence, chaque terme est susceptible de porter des connotations de ce que Hofstede [5] appelle «the software of the mind». C'est à dire, ces termes sont chargés d'expériences culturelles et d'idéologies que les sociétés génèrent et nous ne pouvons pas comprendre leur « comportement » ni dans un texte législatif, ni dans un autre contexte sans comprendre l'espace culturel où ces termes ont été créés ou, réinstallés après avoir été empruntés à d'autres espaces culturels. Les langues dites occidentales équivalent généralement le terme «culture» par «civilisation» ou «amélioration de l'esprit»*. En particulier, ce terme est associé avec les résultats de l'amélioration spirituelle: éducation, art, littérature etc. Hofstede considère que c'est un sens plutôt «étroit», traditionnel et opte pour un sens beaucoup plus large du mot, qui permet de couvrir un espace plus étendu d'interprétations. C'est un sens plus proche des anthropologistes et, par analogie, avec la programmation des ordinateurs, ce type de culture est considéré une sorte de « logiciel de l'esprit »** [5, p. 5]. Par conséquent, la culture est une « programmation collective des esprits qui distingue les membres d'un groupe ou catégorie (professionnelle par ex.) des personnes des autres groupes ou catégories » [ibid., p. 6].

* refinement of the mind

** software of the mind

La culture est donc un phénomène collectif du moment où elle est propre à des personnes qui partagent le même espace social où les pratiques culturelles sont apprises. Sur la même onde on peut évoquer ce que Labov mentionnait comme l'une des principales caractéristiques de la communauté linguistique: le partage des mêmes normes et d'un ensemble d'attitudes sociales envers les divers usages [6, p.91]. Ces normes et attitudes communes, ou «programmation de l'esprit» sont transmises initialement par nos familles, par l'école, par les groupes sociaux et les milieux professionnels dont nous faisons partie. Et même si le comportement d'une personne ne peut être déterminé que partiellement par cette programmation collective, c'est l'ensemble du «logiciel» qui est dominant quand il est question d'élaborer des politiques dans un domaine de l'activité sociale, ou de négocier des stratégies ou solutions qui concernent différents groupes de la société ou différents pays. L'une des raisons qui fait que certaines stratégies ou politiques sont inapplicables ou inefficaces, est qu'on ne tient pas compte des différences entre un contexte culturel auquel ces stratégies ont été empruntées et celui où elles sont transposées. On ne tient pas compte, non plus, des différences des contextes culturels au moment où elles ont été adoptées et des changements qui peuvent intervenir en processus d'application.

Les politiques linguistiques et leur mise en application dans des buts non-linguistiques

Dans le contexte de la sociolinguistique, les politiques linguistiques sont, par la terminologie utilisée, particulièrement éducatrices en matières d'expression de la «programmation collective» des groupes qui les élaborent: «language planning» dans l'espace anglophone, «aménagement linguistique» au Canada, «glotto-politique» et «actions sur les langues» en France, «normalisation linguistiques» en Catalogne, etc. A l'origine de ces politiques les Etats mettent toute une panoplie de bonnes intentions, orientées vers le bénéfice public. La loi qui définit le cadre et les finalités des politiques linguistiques en République de Moldova, par exemple, est appelée «Loi concernant le fonctionnement des langues parlées sur le territoire de la République Socialiste Moldave»^{*}. La loi a été élaborée en 1989 quand le pays faisait partie de l'Union Soviétique et son fondement conceptuel est déterminé par l'idéologie et les approches inspirées des politiques soviétiques. Le terme « fonctionnement » est défini par Larousse^{**} comme «Fait de fonctionner; manière dont fonctionne quelque chose: Le fonctionnement d'un appareil. Le bon fonctionnement des institutions». Le Dictionnaire Explicative de la Langue Roumaine (DEX)^{***} explique ce terme comme l'action de fonctionner et son résultat. Tandis que «fonctionner» est expliqué comme: «accomplir sa fonction, son rôle: Être en état de fonctionnement». Le choix de ce terme est clairement encadré dans les politiques de type soviétique où la machine étatique «fonctionnait» littéralement sans que les citoyens puissent mettre en question ce fonctionnement. Le terme peut exprimer en ce cas les perceptions que les citoyens, ainsi que ceux qui élaboraient les politiques linguistiques avaient, au début des années 90s, par rapport aux politiques de l'état: si celles-ci sont élaborées elle doivent donc «fonctionner» et c'est une vérité incontestable. Transposé dans un espace en transition, ce terme subi, ainsi que les politiques qu'il désigne, des mutations de sens.

L'émancipation linguistique de l'état Moldave a eu comme point de départ un cadre qui était peut fonctionnel dans un contexte en transition, comme l'indique Prina, en faisant référence à de nombreux chercheurs qui ont étudié l'espace post-soviétique où la République de Moldova reste figée après plus de vingt ans d'indépendance [7,8]. Les auteurs des politiques linguistiques moldaves ont clairement formulé leurs intentions de renforcer le statut et développer les ressources de la langue Roumaine/Moldave, afin de la rendre fonctionnelle « dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle et lui attribuer le rôle (« fonctions » dans le texte de la Loi) de langue de communication interethnique sur le territoire de la République de Moldova »^{****}. Les statistiques et les recherches montrent une dynamique positive de la langue officielle par rapport à la situation de l'année 1998, quand la Loi sur le fonctionnement des langues a été votée [9; 7, p.61; 10, p.263-68]. Trois quarts de la population moldave utilisent la langue Roumaine/Moldave plutôt que le russe. En 1994 déjà Chinn [11, p.312] constatait tant un renforcement du statut de la langue roumaine qu'une amélioration d'attitude envers sa qualité de langue officielle (« langue d'Etat » selon la Loi). Toutefois, la Loi de 1989 exigeait que les personnes qui sont au service public soient en mesure d'utiliser les deux langues

* <http://lex.justice.md/index.php?action=view&view=doc&lang=1&id=312813> [Accesat 07.07.2015]

** <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/fonctionnement/34468> [Accesat 07.08.2015]

*** <https://dexonline.ro/definitie/functionare> [Accesat 07.08.2015]

**** Art. 1, Lege Nr. 3465 din 01.09.1989 cu privire la funcționarea limbilor vorbite pe teritoriul RSS Moldovenești, <http://lex.justice.md/index.php?action=view&view=doc&lang=1&id=312813> [Accesat 01.06.2016]

vers 1994. Les roumanophones étaient déjà bilingues, tandis que les russophones n'aboutissaient pas et invoquaient le manque des conditions favorables. En effet, les milieux linguistiques, surtout celui médiatique et des affaires restaient largement russophones. La méthodologie d'enseignement du roumain en tant que deuxième langue n'étaient pas à la hauteur des objectifs fixés. La formation et motivation des professeurs du roumain en tant que deuxième langue, ainsi que la création d'un milieu favorable pour la pratique de la langue officielle dans les régions habitées par des minorités ont également échouées, en grande partie. Par conséquent, la terminologie optimistes concernant l'apprentissage de la langue officielle n'était pas en ligne avec les réalités de la situation sociale et économique.

Même vingt ans après, constate le rapport de l'ACFC [12, §146], malgré les nombreuses initiatives, parmi lesquelles la plus longévive a été le «Programme de formation linguistique pour les fonctionnaires publics», mis en place par l'organisation nongouvernementale ANTEM et soutenu par le Haut Commissariat aux Minorités Nationales de l'OSCE, le progrès n'a pas été significatif. Les chercheurs analysent également d'autres aspects de la dynamique post-soviétique. En particulier, la perte du statut dominant subie par la minorité russe et par la communauté russophone, en général, qui englobe également d'autres minorités [7, 9, 10]. L'Etat moldave se montre ouvert au multiculturalisme et au respect des droits linguistiques réclamés par la minorité russe et par les autres minorités, mais entre en contradiction avec l'objectif de construire un Etat national, selon le principe - un Etat, une langue. Il existe, en quelque sorte, une opposition et même animosité tacite entre le milieu administrative, ou les services publics, prioritairement roumanophones et le business où la langue russe occupe une place importante. Une autre particularité importante, est analysée dans la recherche de Ciscel [13], qui met l'accent sur les frustrations tant de la communauté linguistique majoritaire, que des communautés minoritaires. Toutes les communautés font part d'un manque de respect par rapport à leurs langues, qu'elles ressentent de la part des autres communautés. La notion de «respect» apparaît en connexion avec la perception que la manière dont une langue est traitée est «injuste», par conséquent est directement liées avec la notion de justice. Ces notions nous font revenir au terme «fonctionnement», du moment où nous pouvons discerner une connexion directe avec ce que Kymlicka & Grin [14] considéraient un discours particulièrement normative, construit autour des sentiments de correctitude et justice par rapport à la langue. On constate très peu de flexibilité et d'aptabilité nécessaires pour atteindre les objectifs des politiques linguistiques. Les revendications linguistiques dans le contexte post-soviétique sont construites à partir de la perspective de ce qui est «correct» et «approprié», de ce qui un groupe linguistique «mérite» ou de ce qui lui est «dû» [ibid., p.23]. Ce qui est correcte, selon cette logique, devient une normalité qui doit «fonctionner», quoi qu'il en soit. Les coûts ne sont pas mesurés par rapport aux bénéfices, ce qui compte en premier est la projection des perceptions des communautés linguistiques concernant le «statut approprié» d'une langue et de ses locuteurs.

Les projections de ce qui est juste ou injuste expliquent pourquoi, après l'indépendance, les nations titulaires des républiques post-soviétiques ont adopté le modèle de «l'état nation», qui est en contradiction avec les droits et libertés linguistiques stipulés dans le cadre légal. Le modèle de l'état nation constituait l'incarnation de la «normalité», où une nation a une seule langue, [ibid., p. 15]. Il revenait à cette normalité de réparer la non-normalité de la multi-ethnicité artificielle, héritée de l'Union Soviétique. C'est à dire, l'état nation était perçu comme un instrument capable de restorer la justice, y compris la justice linguistique. En même temps, la langue russe est une langue largement employée en République de Moldova soit en parallèle avec la langue officielle, soit les sphères d'emploi sont partagées [10, 15]. La législation linguistique ambiguë est largement interprétable par rapport à la langue russe à laquelle il revient le statut de langue de communication inter-ethnique, ainsi que par rapport aux langues minoritaires, dont l'apprentissage reste formel et non prestigieux.

La politique exploite la linguistique

Les actions qui concernent les langues, comme il a été mentionné plus haut [2, 3] peuvent dépendre et provenir de politiques ou actions non linguistiques (économiques, éducatives, juridiques, etc.). Les chercheurs apportent des arguments concernant l'enchevêtrement inévitable entre les politiques linguistiques et les phénomènes sociaux [2, 6, 16] en révélant les fortes motivations des élites de sécuriser et maintenir leurs intérêts à travers la planification linguistique. Les actions sur les langues dans le cadre d'un état peuvent constituer l'objet des pressions et changements de direction d'autant plus que les élites établies au pouvoir cherchent à étendre leur influence et résister à l'opposition, tandis que l'opposition, «counter-élites» [2], cherche à renverser la situation et les nouvelles élites cherchent à consolider le pouvoir. Par conséquent, le «fonctionnement» des langues dans le contexte moldave semble être mis au service du fonctionnement des

institutions dans l'intérêt des élites. La politisation des langues est devenue un phénomène courant dans les pays post-soviétiques [15, p.41-45]. Les politiciens construisent leurs discours en polarisant la société entre les nostalgies soviétiques et l'organisation ethno-linguistique qui lui était propre, d'une part, et l'idée du changement, de la reconstruction des identités et des rôles qui reviennent aux langues, d'autre part. En effet, il n'est pas facile de discerner en quelle mesure le discours des politiciens exprime leurs convictions. Les oscillations et changements de directions dont ils font preuve amènent à la conclusion que ce n'est que du «capital politique» à exploiter par les partis [17, p.27, 29]. Par conséquent, tous les termes utilisés dans les textes législatifs modifieront leurs sens en fonction des rôles qui leur seront attribués par les politiciens. Ce type d'approche ne peut d'aucune manière contribuer à la construction d'une identité civique commune. Les identités sont définies selon des critères ethniques et nationalisants et la «justice linguistique» est une notion ambulante, dont l'illusion est offerte tantôt à une communauté linguistique, en fonction des intérêts des élites, tantôt à une autre. C'est à dire que les politiques linguistiques, après l'indépendance n'ont contribué qu'à l'exclusion, malgré la terminologie inclusive qu'elles utilisent.

Les recherches des deux dernières décennies montrent que pour l'espace culturel où la République de Moldova se situe, le détournement des sens de la terminologie utilisées par les textes législatifs va de pair avec des décalages significatifs entre les stratégies politiques stipulées dans les documents législatifs et leur mise en application effective. Ces décalages résultent du fait que les ressources des politiques sont mises, premièrement, au service des élites préoccupées par les avantages à gagner du pouvoir et par le maintien du pouvoir [18-20]. Les politiques, y compris linguistiques, «fonctionnent» dans l'espace culturel post-soviétique, détachées des citoyens qui devraient en bénéficier. Les politiques linguistiques, au lieu de contribuer au développement et acquisition des langues et à la cohésion sociale, ne font que dévaloriser les langues apprises et déclencher ou approfondir les conflits latents [2, 21]. Quand le sens initial de la terminologie utilisée dans les documents concernant les politiques linguistiques est détourné, la finalité de ces documents est aussi détournée. Les élites perpétuent la conviction que les ressources publiques, ainsi que les politiques leur appartiennent, tandis que la société civile ne dispose pas d'instruments nécessaires pour palier à ces excès de pouvoir. En analysant la «qualité» de la société civile en transition vers la démocratie en Géorgie, Moldavie et Ukraine [22], les chercheurs concluent que le pouvoir collectif des citoyens, exprimé durant les «révolutions» électorales, s'efface entre les élections. La démocratie reste fragile malgré les efforts et investissements dirigés à renforcer les organisations de la société civile.

Migration des termes européens dans le contexte culturel post-soviétique

Dans ce contexte de domination des élites, la diversité culturelle et linguistique est souvent étalée pour légitimer l'inégalité et l'exclusion, malgré les documents et messages officiels en faveur de l'égalité et inclusion [2, 16]. Angelika Scheuer et Hermann Schmitt [23] évoquent les éléments qui constituent l'unité de l'Union Européenne, construite sur toute une panoplie des cultures, langues et religions différentes. Par exemple, le concept politique «identité européenne» a vu le jour durant le Sommet de Copenhague, en 1973 et dans les années 1980 sont apparus le drapeau et l'hymne de l'UE, que les auteurs considèrent des symboles de «l'identité formelle», qui n'ont pas pu contribuer immédiatement à la création d'une identité et unité effective. Or, c'est grâce à la perméabilité des frontières après la signature de l'Accord de Schengen et à l'intensification des échanges économiques que l'unité effective et le sens de communauté ont commencé leur développement. La citoyenneté européenne a constitué un autre élément édificateur de l'unité. Néanmoins, malgré le rôle édificateur des éléments objectifs, les auteurs se posent la question si l'UE a pu se constituer en communauté politique, stimulée par la citoyenneté européenne commune. En citant Easton [23, p.28], ils confirment l'existence d'une communauté politique en UE, du moment où on peut attester que ses membres sont capables de montrer une certaine disponibilité et habileté à travailler ensemble pour résoudre leurs problèmes politiques. Il paraît toutefois que ce n'est pas une connexion suffisamment forte pour que la cohésion soit effective et convaincante. Un niveau supérieur de la cohésion serait celui où les citoyens sont conscients de leur unité et que Karl Deutsch avait défini comme sens de la communauté*. C'est «une question de sympathie réciproque et loyauté; de «we-feeling», confiance et considération réciproque; d'identification partielle en matière d'image de soi et intérêts; des comportements mutuellement prédictibles et des actions de coopération qui correspondent à ces comportements. Plus le sens de communauté est développé, plus le système social est capable de faire face à

* Sense of community

la réduction du stress [Ibidem]. Or, la promotion des langues ne peut pas avoir un caractère purement linguistique elle doit être inscrite dans un cadre complexe d'actions dirigées vers la cohésion sociale et la construction d'une identité civique.

Pour Vertovec la cohésion sociale implique la présence de quelques modèles de base en matière d'interaction sociale ainsi qu'un ensemble central de valeurs collectives. La question que Vertovec [24, p.3] pose est «en quoi consistent ces valeurs et comment peut-on les cultiver et maintenir»? Dans la Moldavie post-soviétique, où une partie de la société reste attachée aux valeurs du passé, tandis qu'une autre partie fait des efforts pour se tailler de nouvelles identités, la notion d'«actions de coopération» ou «interaction sociale coopérative» [Ibidem] perd son sens originel. C'est à dire, dans le contexte de la société moldave post-soviétique, morcelée par des orientations et préférences contradictoires, les principes de cohésion évoqués antérieurement ne fonctionnent pas. Même les groupes constitués apparemment autour des mêmes valeurs, sont déchirés de l'intérieur par des contradictions qui réduisent la cohésion. Un élément unificateur pour la communauté politique moldave serait, toutefois, le manque de confiance envers les politiciens, or ce manque de confiance divise également la société en deux communautés séparées: l'une qui attend la bouée de secours et cherche des modèles politiques et sociaux à l'Est et l'autre à l'Ouest. En ce qui concerne le modèle de l'Est il est difficile de comprendre si les gens cherchent un modèle vivant, actuel ou c'est plutôt une évasion dans le passé. En ce qui est des options pro-Européennes, on peut constater que, généralement, les citoyens et les politiciens moldaves utilisent les terminologies de l'Union Européenne, en y mettant des sens et valeurs différentes de ceux qu'ils ont acquis dans leur contexte initial. Très édificateur dans ce sens est un échange* durant le 90-ème séminaire Rose-Roth de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. C'est un échange qui a eu lieu entre Dumitru Diacov, l'un des leaders du Parti démocratique moldave et Stefan Füle, l'ancien commissaire responsable de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage. Se référant à une question de M.Diacov, qui invoquait la nécessité de mobiliser tous les efforts pour maintenir un «gouvernement pro européen», M. Füle a réagi par une remarque qui dénotait son mécontentement et mettait l'accent sur cette différence de sens et valeur: «Qu'est-ce que vous avez en vue quand vous parlez d'un gouvernement pro-européen?» L'ancien commissaire responsable de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage a expliqué le sens que les partenaires européens de la Moldavie mettent dans le terme «gouvernement pro européen». Il a souligné que si la République de Moldova tient à garder le cap de développement fixé par l'Europe, les élites dirigeantes doivent s'attaquer au problème de la corruption et mener les réformes nécessaires. Pour que la communauté internationale soit en mesure d'apporter son aide à un gouvernement dit pro européen, «les dirigeants moldaves doivent apporter la preuve de leur aptitude à gouverner et veiller à ce que les slogans européens ne soient pas utilisés à tort par des politiciens et des oligarques corrompus dans le seul but de préserver leur pouvoir et leur influence»** Pour Stefan Füle un gouvernement «pro européen» est tout d'abord un gouvernement «pro moldave» qui doit s'occuper des citoyens moldaves.

Conclusions

La société moldave vit, par conséquent, dans une culture continue de détournement des sens et valeurs des termes. L'agencement des politiques est soumis à l'intérêt de ceux qui détiennent le pouvoir et les ressources. Les politiques linguistiques sont représentées formellement par une législation linguistique ayant le but de régir l'usage des langues, dans l'esprit des valeurs du multilinguisme et respect pour d'autres cultures. En réalité, cette législation, comme toutes les autres, au lieu de mobiliser les ressources de cohésion et réunir la société autour des valeurs communes, la divise sans laisser lieu à un dialogue constructif. La société civile moldave n'a pas le pouvoir nécessaire pour rendre les élites responsables de leurs actions.

* „Today, I have heard lots of times about the necessity to create a ”pro-European“ government. Could you, please, explain me what that means? Are there any criteria? What does “a pro-European Moldovan government mean? ... This should be a pro-Moldovan government, pro-reform, and for the implementation of the provisions of the association agreement with the EU.“ [Accesat 27.11.2015] Disponibil: <http://bssb.be/government/moldova-analytics-what-is-a-pro-european-government/>

Références:

1. CHAMBERS, J.K., SCHILLING, N. eds. *Blackwell Handbooks in Linguistics: Handbook of Language Variation and Change* (2nd Edition). Somerset, NJ, USA: John Wiley & Sons, 2013. [Accesat: 17.10.2015] Disponibil: ProQuest ebrary.
2. COOPER, R.L. *Language Planning and Social Change*. Cambridge: Cambridge University Press, 1989. 228 p. ISBN 9780521336413
3. SOLTAN, A., BODEAN-VOZIAN, O. Language Policy Dimensions for Social Cohesion in Moldova: Gagauz Minority Case. In: *Sustainable Multilingualism*, 2014, no.5, p.25-45. ISSN 2335-2019
4. SOLTAN, A. Effective communication through appropriate language knowledge. In: *International Journal of Cross-cultural Studies and Environmental Communication*, no.2/2013 & no.1/2014, p.74-84. ISSN 2285-3324
5. HOFSTEDE, G. et al. *Cultures And Organizations - Software of the Mind: Culture as mental programming*. 3rd Edition. Mac Grow Hill, 2010. 560 p. ISBN 9780071664189
6. MOREAU, M.-L. *Sociolinguistique: les concepts de base*. Editions Mardaga, 1997. 312 p.
7. PRINA, F. Linguistic Justice, Soviet Legacies and Post-Soviet Realpolitik: The Ethnolinguistic Cleavage in Moldova. In: *Ethnopolitics: Formerly Global Review of Ethnopolitics*, 2015, no.14:1, p.52-71. DOI: 10.1080/17449057.2014.928097
8. CHINN, J., ROPER, S.D. Ethnic mobilization and reactive nationalism: the case of Moldova. In: *Nationalities Papers*, 1995, no.23(2), p.291-325, citat după [7].
9. DANERO IGLESIAS, J. *Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie*. Editions de l'Université de Bruxelles, 2014. 240 p. ISBN: 978-2-8004-1569-7
10. MOLDOVANU, Gh. *Politică și planificare lingvistică: de la teorie la practică*. Chișinău, 2007. 371 p. ISBN 978-9975-75-367-8
11. CHINN, J. The politics of language in Moldova. In: *Demokratizatsiya*, 1994, p.309-315, accesibil: https://www.gwu.edu/~ieresgwu/assets/docs/demokratizatsiya%20archive/02-2_Chinn.pdf [Accesat: 15.04.2016].
12. ACFC - Advisory Committee on the Framework Convention for the Protection of National Minorities. Third Opinion on Moldova, ACFC/OP/III(2009)003, 11 December 2009.
13. CISCEL, M.H. *The Language of the Moldovans: Romania, Russia, and Identity in an Ex-Soviet Republic*. Lanham, MD: Lexington Books, 2007 citat după [7].
14. KYMLICKA, W. & GRIN, F. Assessing the politics of diversity in transition countries. In: F.Daftary & F.Grin (Eds). *Nation-building, Ethnicity and Language Politics in Transition Countries*. Budapest: Open Society Institute, 2003. p.1-27.
15. CONDREA, I. *Studii de sociolingvistică*. Chișinău, 2007. 193 p. ISBN 978-9975-70-074-0
16. BEAUGRANDE, R. DE. Theory versus practice in language planning and in the discourse of language planning. In: *World Englishes*, 1999, no.18/2, p.107-121.
17. JOHANSSON, A. *Dissenting Democrats: Nation and Democracy in the Republic of Moldova*. Stockholm: Stockholm University, 2011. Disponibil: <http://su.diva-portal.org/smash/get/diva2:456142/FULLTEXT01> [Accesat: 02.01.2016].
18. SPINNER, M. Civil War and Ethnic Conflict in Post-Soviet Moldova – the Cases of Gagauzia and Transnistria compared. In: *Research Paper*. 2003. Document No.V13303. ISBN 978-3-638-18992-7. Disponibil: <http://www.grin.com/> [Accesat: 15.11.2012].
19. FORTIN, J. Patterns of Democracy? Counterevidence from Nineteen Post-Communist Countries. In: *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft (Comparative Governance and Politics)*. 2008, no2(1), p.198-220.
20. GEL'MAN, V. Out of the Frying Pan, into the Fire? Post-Soviet Regime Changes. In: *Comparative Perspective, International Political Science Review*. 2008, vol.29, no.2, p.157-180.
21. CONDREA, I. Conflictul lingvistic în condiții de bilingvism. În: *Akademos*, 2014, nr.3(34), p.31-36.
22. LUTSEVYCH, O. *How to Finish a Revolution: Civil Society and Democracy in Georgia, Moldova and Ukraine. Russia and Eurasia*. REP BP 2013/01. Disponibil: <http://www.chathamhouse.com> [Accesat: 20.03.2014].
23. SCHEUER, A and SCHMITT, H. Dynamics in European Political Identity. In: H.SCHMITT, ed. *European Parliament Elections After Eastern Enlargement*. London: Routledge, 2010, p.25-43.
24. VERTOVEC, S. Social cohesion and tolerance. In: J. HJARNO, ed. *From Metropolis to Cosmopolis*. Esbjerg: South Jutland University Press, 1999, p.94-134.

Prezentat la 02.10.2015
 în cadrul Colocviului Internațional
*Dialogisme et polyphonie dans les langages de spécialité –
 vers une socioterminologie dynamique*